



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 31 mai 2012 (05.06)
(OR. en)**

10645/12

**Dossier interinstitutionnel:
2011/0369 (COD)**

**JAI 380
CADREFIN 277
DROIPEN 70
COPEN 131
CATS 41
JUSTCIV 213
EJUSTICE 48
JURINFO 24
CORDROGUE 41
JAIEX 40
CODEC 1507**

NOTE

du:	Coreper
au:	Conseil
n° prop. Cion:	17278/11 JAI 849 CADREFIN 144 DROIPEN 142 COPEN 334 CATS 122 JUSTCIV 324 EJUSTICE 90 JURINFO 62 CORDROGUE 81 CODEC 2129
n° doc. préc.:	9982/12 JAI 334 CADREFIN 252 DROIPEN 59 COPEN 115 CATS 32 JUSTCIV 184 EJUSTICE 38 JURINFO 21 CORDROGUE 29 JAIEX 29 CODEC 1318
Objet:	Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme "Justice" - Orientation générale partielle

I. INTRODUCTION

1. Le 21 novembre 2011, la Commission a présenté au Conseil la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme "Justice" (ci-après dénommé le programme)¹.

¹ Doc. 17278/11 JAI 849 CADREFIN 144 DROIPEN 142 COPEN 334 CATS 122
JUSTCIV 324 EJUSTICE 90 JURINFO 62 CORDROGUE 81 CODEC 2129.

2. Conformément aux objectifs du programme de Stockholm² et dans le cadre général³ de simplification et de rationalisation du financement visant à soutenir les objectifs politiques, la présente proposition vise à établir un programme de financement pour contribuer à la poursuite de la mise en place de l'espace européen de justice, en particulier en promouvant la coopération judiciaire en matière civile et pénale. La proposition est soumise à la procédure législative ordinaire. Le Parlement européen n'a pas encore voté sur la proposition.

II. DISCUSSIONS AU SEIN DES INSTANCES PRÉPARATOIRES DU CONSEIL

3. Le groupe ad hoc "Instruments financiers JAI" (CFP Justice) a examiné la proposition lors de ses réunions des 9 février, 9 mars et 11 avril 2012. D'autres questions en suspens ont été examinées par les conseillers JAI les 7 et 14 mai 2012 et par le Coreper le 23 mai 2012.
4. Le texte modifié à la suite des discussions au sein du Coreper le 23 mai 2012 figure en annexe. Par souci de clarté, toutes les modifications par rapport au texte de la proposition initiale de la Commission sont signalées en **caractère gras** pour les ajouts et par (...) pour les suppressions.
5. L'article 8, paragraphe 1, sur le budget est exclu du champ d'application de l'orientation générale partielle. Cela doit encore être négocié au niveau horizontal.
6. Le Coreper a dégagé un accord sur l'article 12 (protection des intérêts financiers de l'Union), qui a également été négocié au niveau horizontal. Cette disposition est à présent insérée dans le texte figurant en annexe.

III. CONCLUSION

7. Dans ce contexte, le Conseil est invité à confirmer l'orientation générale partielle sur la proposition.

² JO C 115 du 4.5.2010, p. 1.

³ Communication sur le réexamen du budget de l'UE, COM(2010) 700 final du 19.10.2010.

2011/0369 (COD)

Proposition de

RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

établissant, pour la période 2014-2020, le programme "Justice"

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 81, paragraphes 1 et 2, son article 82, paragraphe 1, et son article 84,

vu la proposition de la Commission européenne,

après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire,

considérant ce qui suit:

- (1) Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (**TFUE**) prévoit la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice permettant la libre circulation des personnes. À cet effet, l'Union peut adopter des mesures visant à développer la coopération judiciaire en matière civile et pénale et encourager et appuyer l'action des États membres dans le domaine de la prévention de la criminalité (...).

- (2) **Dans le programme de Stockholm⁴, le Conseil européen a réaffirmé le caractère prioritaire de la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, et a indiqué spécifiquement comme priorité politique la réalisation d'une Europe du droit et de la justice. Le financement a été reconnu comme l'un des outils importants en vue d'une mise en œuvre réussie des priorités politiques du programme de Stockholm. Les objectifs généraux et spécifiques du programme "Justice" (ci-après dénommé "le programme") devraient être interprétés en correspondance avec les orientations stratégiques définies par le Conseil européen.**
- (3) La communication de la **Commission du 3 mars 2010 sur la stratégie Europe 2020⁵** définit une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Il convient de mettre en place un espace de justice efficace, dépourvu d'entraves aux procédures judiciaires transfrontières et à l'accès à la justice dans les situations transfrontières, qui devrait constituer un élément clé pour soutenir les objectifs spécifiques et les initiatives phares de la stratégie Europe 2020 et **favoriser les mécanismes destinés à promouvoir la croissance.**
- (3 bis) Dans ses conclusions des 22 et 23 septembre 2011 sur les possibilités d'améliorer l'efficacité des futurs programmes de financement de l'UE à l'appui de la coopération judiciaire, le Conseil a souligné le rôle notable joué par les programmes de financement de l'Union européenne dans la bonne mise en œuvre de l'acquis de l'UE et a réitéré le souhait que l'accès des parties prenantes aux programmes soit rendu plus transparent, souple, cohérent et qu'il soit rationalisé.**
- (4) L'expérience des actions menées au niveau de l'Union montre que, pour réaliser dans la pratique les objectifs **sus mentionnés**, il y a lieu de combiner des instruments, notamment **législatifs**, des initiatives politiques et des financements. Le financement est un outil important qui complète les mesures législatives. (...)

⁴ JO C 115 du 4.5.2010, p. 1.

⁵ COM(2010) 2020 final du 3.3.2010.

- (5) La communication de la Commission **du 29 juin 2011 intitulée** "Un budget pour la stratégie Europe 2020"⁶ souligne la nécessité de rationaliser et de simplifier le financement de l'Union. Il est possible de parvenir à une simplification significative et à une gestion efficace du financement par **une** réduction du nombre de programmes, ainsi que par la rationalisation, la simplification et l'harmonisation des procédures et règles de financement.
- (6) Pour répondre à la nécessité d'une simplification, d'une gestion efficace du financement **et d'un accès plus aisé à celui-ci**, le programme devrait **poursuivre et développer** des activités précédemment menées sur la base de **deux** programmes, régis par la décision n° 1149/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 septembre 2007 établissant pour 2007-2013 le programme spécifique "Justice civile" dans le cadre du programme général "Droits fondamentaux et justice"⁷, **et** la décision 2007/126/JAI du Conseil du 12 février 2007 établissant, pour la période 2007-2013, dans le cadre du programme général "Droits fondamentaux et justice", le programme spécifique "Justice pénale"⁸ (...).
- (7) (...)

⁶ COM(2011)500 du 29.06.11.

⁷ JO L 257 du 3.10.2007, p. 16.

⁸ JO L 58 du 24.2.2007, p. 13.

(8) La communication de la Commission **du 19 octobre 2010 sur "Le réexamen du budget de l'UE"**⁹ et **la communication de la Commission du 29 juin 2011 sur "Un budget pour la stratégie Europe 2020"** soulignent l'importance de concentrer le financement sur des actions ayant une valeur ajoutée européenne manifeste, c'est-à-dire dans les cas où l'intervention de l'Union peut apporter une valeur ajoutée par rapport à l'action isolée de chaque État membre. Les actions couvertes par le présent règlement devraient contribuer à la création d'un espace européen de justice par la promotion du principe de reconnaissance mutuelle, l'instauration d'une confiance mutuelle entre les États membres, l'intensification de la coopération transfrontalière et le développement de réseaux et par l'application correcte, cohérente et uniforme de la législation de l'Union. Le financement des activités devrait également contribuer à ce que toutes les parties intéressées aient une connaissance effective et plus approfondie du droit et des politiques de l'UE et devrait procurer une base analytique solide pour étayer et élaborer le droit et les politiques de l'Union. (...)

(8 bis) Aux fins de la sélection des actions à financer, la Commission devrait évaluer les propositions à l'aune de critères prédéfinis. Parmi ces critères devrait notamment figurer la valeur ajoutée européenne estimée des actions proposées. La valeur ajoutée européenne de projets nationaux et à petite échelle peut également être mise en avant.

⁹ COM(2010)700 du 19.10.2010.

(8 ter) La formation judiciaire renforce la confiance mutuelle et améliore la coopération entre les autorités judiciaires et les praticiens dans les différents États membres. La formation judiciaire devrait être considérée comme un élément essentiel pour promouvoir la culture judiciaire européenne dans le contexte de la communication de la Commission¹⁰, de la résolution du Conseil sur la formation des juges, procureurs et personnels de justice dans l'Union européenne¹¹, des conclusions du Conseil des 27 et 28 octobre 2011 sur la formation judiciaire européenne et de la résolution du Parlement européen sur la formation judiciaire¹². Dans ce cadre, les organisations et entités poursuivant des objectifs d'intérêt général européen dans le domaine de la formation judiciaire mentionnée dans la communication de la Commission devraient être considérées comme des acteurs essentiels aux fins du présent règlement et elles devraient recevoir un financement conformément aux procédures et aux critères définis dans les programmes de travail annuels adoptés par la Commission en vertu du présent règlement. À cet égard, en raison de son rôle particulier et en tant que seule organisation recensée par le règlement à cette fin, le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) devrait recevoir un financement continu pour couvrir les dépenses liées à son programme de travail permanent conformément aux procédures et aux critères définis dans les programmes de travail annuels.

(8 ter ter) La formation judiciaire peut associer différents acteurs, tels que des autorités des États membres, des organisations ou réseaux de formation constitués ou fondés par les États membres ou des organismes nationaux responsables de la formation judiciaire. L'Union devrait faciliter les activités de formation sur la mise en œuvre du droit de l'UE en considérant les salaires des membres participants de l'appareil judiciaire, versés par les autorités des États membres, comme des coûts éligibles ou comme un cofinancement en nature, conformément au règlement financier.

¹⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - "Susciter la confiance dans une justice européenne: donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne" COM(2011) 551 final du 13.9.2011.

¹¹ Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, JO C 299 du 22.11.2008.

¹² Résolution du Parlement européen du 14 mars 2012 sur la formation judiciaire (2012/2575(RSP)).

(8 quater) Aux fins du présent règlement, l'expression membres de l'appareil judiciaire devrait être interprétée de manière à inclure les juges, les procureurs, les auxiliaires de la justice et les membres d'autres professions associées à la justice comme les avocats, les avoués, les notaires, les huissiers, les agents de probation, les médiateurs et les interprètes judiciaires.

(9) (...)

(10) Aux fins de la mise en œuvre du principe de bonne gestion financière, le présent règlement devrait prévoir des outils appropriés pour évaluer sa performance. À cet effet, il devrait définir des objectifs généraux et des objectifs spécifiques. Pour mesurer la réalisation des objectifs spécifiques, il convient de fixer une série d'indicateurs qui devraient rester valables pendant toute la durée du programme.

(11) Le présent règlement établit, pour le programme pluriannuel, une enveloppe financière qui doit constituer pour l'autorité budgétaire la référence privilégiée, au sens du point 17 de l'accord interinstitutionnel du XX entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, au cours de la procédure budgétaire annuelle.

(12) Le présent règlement devrait être mis en œuvre dans le strict respect du règlement (UE, Euratom) n° XX/XX du XX relatif aux règles financières applicables au budget annuel de l'Union (**ci-après désigné par "le règlement financier"**), notamment par le recours aux outils de simplification introduits par ce **règlement**. En outre, les critères permettant de déterminer les actions à financer devraient viser à allouer les ressources financières disponibles aux actions ayant l'effet maximal par rapport aux objectifs politiques poursuivis.

(12 bis) Les programmes de travail annuels devraient assurer une répartition appropriée des fonds entre subventions et marchés publics. Le programme devrait essentiellement allouer des fonds aux subventions, tout en maintenant des niveaux de financement suffisants pour les marchés publics. Le pourcentage minimal des dépenses annuelles à affecter aux subventions devrait être fixé dans les programmes de travail annuels et ne devrait pas être inférieur à 65 %. Pour faciliter la planification et le cofinancement des projets par les parties prenantes, il convient d'établir un calendrier clair pour les appels à propositions, la sélection des projets et les décisions d'attribution des marchés.

(13) Il convient de conférer à la Commission des compétences d'exécution en ce qui concerne l'adoption des programmes de travail annuels. Ces compétences devraient être exercées conformément au règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission¹³.

¹³ JO L 55 du 28.2.2011, p. 13.

- (14) Aux fins d'une allocation efficace des fonds provenant du budget **général** de l'Union, il convient de veiller à la cohérence, à la complémentarité et aux synergies entre les programmes de financement concernant des domaines politiques qui sont étroitement liés les uns aux autres, en particulier entre le présent programme et le programme "Droits et citoyenneté" établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁴, l'instrument de soutien financier à la coopération policière et à la prévention et la répression de la criminalité établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁵, le programme "La santé en faveur de la croissance" établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁶, le programme "Erasmus pour tous" établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁷, le programme-cadre "Horizon 2020" établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁸ et l'instrument d'aide de préadhésion établi par le règlement (UE) n° XX/XX du XX¹⁹.
- (15) En application des articles 8 et 10 du **TFUE**, toutes les activités du programme devraient soutenir l'intégration des objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre la discrimination. La manière dont les questions d'égalité des sexes et de lutte contre la discrimination sont abordées au sein des activités du programme devrait faire l'objet d'une évaluation et d'un suivi réguliers.

¹⁴ JO L XX du XX, p. XX.
¹⁵ JO L XX du XX, p. XX.
¹⁶ JO L XX du XX, p. XX.
¹⁷ JO L XX du XX, p. XX.
¹⁸ JO L XX du XX, p. XX.
¹⁹ JO L XX du XX, p. XX.

- (16) **Les intérêts financiers de l'Union devraient être protégés tout au long du cycle de la dépense par des mesures proportionnées, notamment par la prévention et la détection des irrégularités ainsi que les enquêtes en la matière, par la récupération des fonds perdus, indûment versés ou mal employés et, si nécessaire, par l'application de sanctions administratives et financières conformément au règlement financier.**
- (17) Étant donné que l'objectif du présent règlement, qui est de contribuer à la création d'un espace européen de justice, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut être mieux réalisé au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne (TUE). Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.
- (18) **Conformément à l'article 3 du protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé au TUE et au TFUE, l'Irlande a notifié son souhait de participer à l'adoption et à l'application du présent règlement.**
- (18 bis) **Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé au TUE et au TFUE, et sans préjudice de l'article 4 dudit protocole, le Royaume-Uni ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application.**
- (19) Conformément aux articles 1^{er} et 2 du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé au TUE et au TFUE, le Danemark ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application,

ONT ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Établissement et durée du programme

1. Le présent règlement établit **le programme "Justice" (...)** (ci-après dénommé "le programme").
2. Le programme couvre la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2020.

Article 2

(...)

Article 3

Valeur ajoutée européenne

Le programme finance des actions ayant une valeur ajoutée européenne. À cet effet, la Commission veille à ce que les actions retenues pour un financement visent à produire des résultats présentant une valeur ajoutée européenne (...). **La valeur ajoutée européenne des actions, y compris des actions menées à petite échelle et au niveau national, est évaluée à la lumière de critères tels que leur contribution à la mise en œuvre cohérente du droit de l'Union, leur potentiel pour ce qui est de favoriser la confiance mutuelle entre les États membres et d'améliorer la coopération transfrontière, leur impact transnational, leur contribution à l'élaboration et la diffusion des meilleures pratiques ou leur potentiel pour ce qui est d'élaborer des outils et des solutions pratiques répondant à des difficultés transfrontières ou au niveau de l'Union.**

Article 4
Objectif général

L'objectif général du programme est de contribuer à **la poursuite de la mise en place** d'un espace européen de justice, **en particulier** en promouvant la coopération judiciaire en matière civile et pénale.

Article 5
Objectifs spécifiques

1. Aux fins de la réalisation de l'objectif général énoncé à l'article 4, le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants:
 - a) **améliorer** la coopération judiciaire civile et pénale (...);

(...)
 - b) faciliter l'accès à la justice.

(...)

b1) appuyer la formation judiciaire.

(...)²⁰

(...)

2. Les objectifs spécifiques du programme sont poursuivis en particulier en:

- a) sensibilisant et informant davantage le public au sujet de la législation et des politiques de l'Union;**
- b) facilitant la bonne mise en œuvre, l'application correcte et l'évaluation des instruments du droit de l'Union;**
- c) encourageant la coopération transfrontière, en améliorant la connaissance mutuelle des systèmes juridiques et judiciaires des États membres et en renforçant la confiance mutuelle;**

²⁰ Ce qui concerne la drogue a provisoirement été supprimé du programme "Justice". Afin d'éviter chevauchements et écarts entre les programmes concernés, la présidence suggère que les actions visant la "réduction de la demande de drogue" soient rattachées au programme "La santé en faveur de la croissance" sur la base de l'article 168 du TFUE. Les actions relatives à l'"offre de drogue" devraient être rattachées à l'instrument de soutien financier à la coopération policière et à la prévention et la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises. En ce qui concerne ces deux programmes, une des conditions préalables pour qu'ils bénéficient d'un soutien est que les actions s'inscrivent effectivement dans les objectifs des instruments. Cette proposition de la présidence a été soumise aux groupes de travail concernés par le programme "La santé en faveur de la croissance" et au groupe ad hoc "Instruments financiers JAI" dans sa formation "Affaires intérieures". Ces groupes de travail se pencheront sur la rédaction définitive des objectifs à cet égard. Il est entendu que ces modifications devraient être prises en compte dans l'allocation définitive des fonds à chaque programme. La très grande majorité des délégations ont soutenu cette approche. Il y a également eu accord général sur le fait qu'il peut être nécessaire de traiter les divergences éventuelles entre les programmes dans le contexte du présent programme une fois que les discussions au sein des groupes "Santé" et "Coopération policière" seront terminées. Par conséquent, il pourrait être nécessaire de revenir sur cette question spécifique, en particulier dans le contexte des considérants (6), (7) et (9) et de l'article 5, paragraphe 1, et de l'article 14. Il est entendu que l'orientation générale partielle ne préjuge pas de nouvelles discussions sur cette question.

- d) **améliorant la connaissance et la compréhension des obstacles potentiels au bon fonctionnement d'un espace européen de justice;**
- e) **améliorant l'efficacité des systèmes judiciaires et leur coopération au moyen des technologies de l'information et de la communication, y compris l'interopérabilité transfrontière des systèmes et des applications.**

Article 6

Types d'actions

(...) Le programme finance notamment les types d'actions suivants:

- a) activités d'analyse, telles que **la** collecte de données et de statistiques; l'élaboration de méthodes communes et, s'il y a lieu, d'indicateurs ou de valeurs de référence; des études, des recherches, des analyses et des enquêtes; des évaluations (...); l'élaboration et **la** publication de guides, de rapports et de matériel pédagogique; (...) des ateliers, séminaires, réunions d'experts **et** conférences;
- b) activités de formation, telles que des échanges de personnel, des ateliers, des séminaires, des sessions de formation des formateurs et l'élaboration de modules de formation en ligne ou autre, pour les membres de l'appareil judiciaire;

- c) activités d'apprentissage réciproque, de coopération, de sensibilisation et de diffusion, telles que l'identification et les échanges de bonnes pratiques, d'approches novatrices et d'expériences; l'évaluation par les pairs et l'apprentissage réciproque; l'organisation de conférences, de séminaires, (...) de campagnes (...) d'information, y compris **d'information sur la législation et les politiques de l'Union dans la mesure où elles concernent les objectifs du Programme**; la compilation et la publication de matériel à des fins de diffusion d'informations **sur le programme et ses résultats**; le développement, l'exploitation et la maintenance de systèmes et d'outils intégrant les technologies de l'information et de la communication;
- d) **soutien aux principaux acteurs des domaines qui relèvent des objectifs du programme, tels que le soutien aux États membres aux fins de la mise en œuvre du droit et des politiques de l'Union, le soutien aux acteurs européens principaux et (...) aux réseaux européens, notamment dans le domaine de la formation judiciaire (...); et le soutien aux activités de mise en réseau, au niveau européen, entre des organisations et organismes spécialisés ainsi que des autorités nationales, régionales et locales et des organisations non gouvernementales (...). Le Réseau européen de formation judiciaire reçoit une subvention de fonctionnement pour cofinancer les dépenses liées à son programme de travail permanent.**

Article 7

Participation

1. Le programme est accessible à l'ensemble des organes et organismes (...) légalement établis:
 - a) dans les États membres;

- b) dans les pays de l'AELE qui sont parties à l'accord **sur l'Espace économique européen**, conformément aux conditions fixées dans **ledit** accord;
- c) dans les pays en voie d'adhésion ainsi que les pays candidats et candidats potentiels, conformément aux principes généraux et aux conditions et modalités générales établis dans les accords-cadres conclus avec ces pays **en ce qui concerne** leur participation aux programmes de l'Union;

(...)

(1 bis) L'accès des organismes et organisations à but lucratif au programme n'est ouvert qu'en liaison avec des organismes à but non lucratif ou publics.

- 2. Les organes et organismes (...) légalement établis dans d'autres pays tiers, **en particulier** les pays où s'applique la politique européenne de voisinage, peuvent être associés à des actions du programme, dans la mesure où cela contribue au but poursuivi par ces actions.
- 3. (...) La Commission peut coopérer avec les organisations internationales (...), **dans les conditions prévues dans le programme de travail annuel. L'accès au programme est ouvert aux organisations internationales qui sont actives dans les domaines couverts par le programme, conformément aux dispositions du règlement financier et aux programmes de travail annuels. (...)**

Article 8

Budget

1. L'enveloppe financière prévue pour la mise en œuvre du programme est de [XXX] EUR.
2. La dotation financière du programme peut aussi couvrir des dépenses relatives aux activités de préparation, de suivi, de contrôle, d'audit et d'évaluation, qui sont nécessaires à la gestion du programme et à **l'évaluation concernant** la réalisation de ses objectifs. **La dotation financière peut couvrir les dépenses concernant** les études, réunions d'experts et actions d'information et de communication **qu'il convient de** mener, ainsi que les dépenses (...) se rapportant aux réseaux informatiques spécialement destinés au traitement et à l'échange d'informations **et** à l'assistance technique et administrative **qui sont nécessaires pour** la gestion du programme par la Commission.
3. L'autorité budgétaire autorise les crédits annuels disponibles dans les limites du cadre financier pluriannuel établi par le règlement (UE, Euratom) n° XX/XX du Conseil du XX fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020.

Article 9
Mesures d'exécution

1. La Commission met en œuvre le soutien financier de l'Union conformément au règlement **financier**.
 2. Aux fins de la mise en œuvre du programme, la Commission adopte des programmes de travail annuels sous la forme d'actes d'exécution. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure **d'examen** visée à l'article 10, paragraphe 2.
 3. Les programmes de travail annuels exposent les mesures nécessaires à leur mise en œuvre, les priorités des appels à propositions et tous les autres éléments requis par le règlement **financier**. **Les appels à propositions sont publiés sur une base annuelle.**
- 3 bis. Il est assuré une répartition adéquate et équitable du soutien financier entre différents domaines couverts par le présent règlement. Lorsqu'elle décide de l'attribution des financements à ces domaines dans le cadre des programmes de travail annuels, la Commission tient compte de la nécessité de maintenir des financements suffisants pour la justice civile comme pour la justice pénale et également pour la formation judiciaire.**
- 3 ter. Les programmes de travail annuels fixent le pourcentage minimal des dépenses annuelles à affecter aux subventions.**

3 ter ter. Afin de faciliter les activités de formation judiciaire, les coûts liés à la participation à ces activités des membres de l'appareil judiciaire et supportés par les autorités des États membres sont pris en compte conformément au règlement financier lors de la fourniture du financement correspondant.

3 quater. Le programme s'attache, dans l'ensemble de ses activités, à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et à combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article 10

Procédure de comité

1. La Commission est assistée par un comité. Il s'agit d'un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.
2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 s'applique.

Article 11

Complémentarité

1. La Commission veille, en coopération avec les États membres, à la cohérence globale, à la complémentarité et aux synergies avec d'autres instruments de l'Union, notamment le programme "Droits et citoyenneté", l'instrument de soutien financier à la coopération policière et à la prévention et la répression de la criminalité, le programme "La santé en faveur de la croissance", le programme "Erasmus pour tous", le programme-cadre "Horizon 2020" et l'instrument d'aide de préadhésion.

1 bis. La Commission veille également à la cohérence globale, à la complémentarité et aux synergies avec les activités des organes, offices et agences de l'Union intervenant dans les domaines concernés par les objectifs du programme.

2. Le programme peut partager des ressources avec d'autres instruments de l'Union, en particulier le programme "Droits et citoyenneté", aux fins de la mise en œuvre d'actions répondant aux objectifs des deux programmes. Une action ayant reçu un financement du programme peut également bénéficier d'un financement issu du programme "Droits et citoyenneté", pour autant que ce financement ne couvre pas les mêmes éléments de coûts.

Article 12

Protection des intérêts financiers de l'Union

1. **La Commission prend les mesures appropriées pour garantir la protection des intérêts financiers de l'Union lors de la mise en œuvre d'actions financées au titre du présent programme, par l'application de mesures préventives contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités sont décelées, par la récupération des montants indûment versés et, si nécessaire, par l'application de sanctions administratives et financières effectives, proportionnées et dissuasives.**
2. **La Commission ou ses représentants et la Cour des comptes disposent d'un pouvoir d'audit, sur pièces et sur place, à l'égard de tous les bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants qui ont reçu des fonds de l'Union au titre du présent règlement.**

3. **L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peut mener des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et procédures prévues par le règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF)²¹ et le règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités²², en vue d'établir l'existence éventuelle d'une fraude, d'un acte de corruption ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, dans le cadre d'une convention de subvention, d'une décision de subvention ou d'un contrat financé au titre du programme.**
4. **Sans préjudice des paragraphes 1, 2 et 3, les accords de coopération conclus avec des pays tiers et des organisations internationales, les contrats, les conventions de subvention et les décisions de subvention, résultant de la mise en œuvre du présent programme, contiennent des dispositions prévoyant expressément que la Commission, la Cour des comptes et l'OLAF sont habilités à procéder à ces audits et ces enquêtes, selon leurs compétences respectives.**

Article 13

Suivi et évaluation

1. La Commission assure un suivi régulier du programme pour vérifier la mise en œuvre des actions menées au titre du programme (...) et la réalisation des objectifs spécifiques visés à l'article 5. Ce suivi permet également d'évaluer la manière dont les questions relatives à l'égalité des sexes et à la lutte contre la discrimination ont été prises en compte dans les activités du programme. (...)

²¹ JO L 136 du 31.5.1999, p. 1.

²² JO L 292 du 15.11.1996, p. 2.

2. **La Commission présente au Parlement européen et au Conseil:**
 - a) **un rapport d'évaluation intermédiaire au plus tard au milieu de l'année 2018;**
 - b) **un rapport d'évaluation ex-post avant la fin de 2021 au plus tard.**
3. **Le rapport d'évaluation intermédiaire rend compte de la réalisation des objectifs, de l'efficacité de l'utilisation des ressources et de la valeur ajoutée européenne du programme, afin que l'on puisse déterminer si le financement dans les domaines couverts par le programme devrait être renouvelé, modifié ou suspendu après 2020. Il porte également sur les possibilités de simplification du programme et sur sa cohérence interne et externe et vise à établir si les objectifs et les actions sont toujours pertinents. Il prend en considération les résultats des évaluations ex-post des programmes précédents 2007-2013 mentionnés à l'article 14.**
4. **L'évaluation ex-post rend compte de l'incidence à plus long terme du programme et du caractère durable de ses effets, afin de contribuer à une décision sur un programme ultérieur.**

Article 13 bis

Indicateurs

1. **Conformément à l'article 13, les indicateurs ci-après, entre autres, sont utilisés pour vérifier et évaluer dans quelle mesure chaque objectif spécifique du programme mentionné à l'article 5 a été réalisé au moyen des actions prévues à l'article 6. Ils sont mesurés par rapport à des scénarios de base prédéfinis reflétant la situation avant la mise en œuvre. Si nécessaire, les indicateurs sont ventilés par sexe, âge et handicap.**
 - a) **Le nombre et le pourcentage de magistrats et membres du personnel de justice du groupe cible concernés par des activités de formation financées au titre du programme;**

- b) le nombre et le pourcentage de personnes du groupe cible qui peuvent bénéficier d'activités de sensibilisation financées par le programme;**
- c) le nombre de praticiens du droit participant notamment aux échanges et aux visites d'étude financés par le programme;**
- d) le nombre de cas, d'activités de coopération transfrontière et de résultats en la matière, notamment par le recours à des outils informatiques et des procédures mises en place au niveau de l'Union;**
- e) l'évaluation des participants concernant les activités auxquelles ils ont pris part et la durabilité (escomptée) de celles-ci;**
- f) l'amélioration du niveau de connaissances concernant le droit et les politiques de l'Union acquises par les groupes de participants aux actions financées au titre du programme, par comparaison à l'ensemble du groupe cible;**
- g) la couverture géographique des activités financées au titre du programme.**

2. Outre les indicateurs visés au paragraphe 1, les éléments ci-après, entre autres, sont également pris en compte dans le rapport d'évaluation intermédiaire et ex-post sur le programme:

- a) la manière dont l'accès à la justice est perçu en Europe et la perception de l'impact du programme à cet égard;**
- b) le nombre et la qualité des instruments élaborés au moyen d'actions financées au titre du programme;**
- c) la valeur ajoutée du programme au niveau européen, y compris l'évaluation des activités de celui-ci par comparaison à des initiatives similaires mises sur pied au niveau national ou européen, mais ne bénéficiant pas d'un financement de l'Union, et l'évaluation des résultats (escomptés) de ces activités, ainsi que des avantages et/ou inconvénients du financement de l'Union par rapport au financement national pour ce type d'activités;**
- d) le niveau de financement par rapport aux résultats obtenus (efficacité);**

- e) **les obstacles éventuels, d'ordres administratif, organisationnel et/ou structurel, à la mise en œuvre plus aisée et plus efficace du programme (marge de simplification).**

Article 14

Mesures transitoires

Les actions entamées avant (...), sur la base de la décision n° 1149/2007/CE **ou** de la décision 2007/126/JAI (...) continuent à être régies par les dispositions desdites décisions, jusqu'à leur achèvement. En ce qui concerne ces actions, toute référence aux comités prévus aux articles 10 et 11 de la décision n° 1149/2007/CE **et** à l'article 9 de la décision 2007/126/JAI (...) doit être interprétée comme renvoyant au comité prévu à l'article 10 du présent règlement.

Article 15

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le

Par le Parlement européen

Le président

Par le Conseil

Le président
